Â

Par Mantoe Phakathi

Pendant que la grÃ¨ve des avocats au Swaziland se poursuivait, des dossiers Ã©taient retardÃ©s dans les tribunaux puisquâ€™il semblait ne pas exister une fin Ã la grÃ¨ve des avocats, qui a eu lieu en aoÃ»t. Les procureurs et avocats du gouvernement nâ€™Ã©taient pas impliquÃ©s dans cette grÃ¨ve.

Le Barreau du Swaziland (LSS) dÃ©fiait la Commission des services judiciaires (JSC) d'instituer une enquÃªte contre le juge en chef, Michael Ramodibedi.

Le LSS accusait Ramodibedi, entre autres, de harcÃ¨lement sexuel contre le personnel fÃ©minin de la Haute cour.

"Nous avons plusieurs cas de pension alimentaire qui devraient Ãªtre traitÃ©s par les tribunaux. (Mais) les avocats reprÃ©sentant les femmes, qui ont dÃ©posÃ© les plaintes, ne comparaissent pas devant le tribunal", a dÃ©clarÃ© le directeur de 'Save the Children-Swaziland', Dumisani Mnisi.

La directrice du 'Swaziland Action Group Against Abuse' (Groupe dâ€™action contre les mauvais traitements au Swaziland - SWAGAA), Cebile Manzini-Henwood, a renchÃ©ri et a ajoutÃ© que cette situation Ã©tait dÃ©courageante pour les gens qui ont Ã©tÃ© violÃ©s et rendus victimes de se voir pris entre deux feux judiciaires.

"MÃªme en temps normal, les dossiers dans les tribunaux sont traitÃ©s trÃ¨s lentement et c'est Ã peine qu'ils aboutissent", a indiquÃ© Manzini-Henwood.

Elle a dit que les gens dont les droits ont Ã©tÃ© violÃ©s perdraient confiance dans le systÃ¨me judiciaire du pays en raison de l'impasse dans les tribunaux. Le SWAGAA est une organisation qui aide les victimes de mauvais traitements, essentiellement les femmes et les enfants, avec des conseils et lâ€™accÃ¨s Ã la justice.

"Nous vivons dans une sociÃ©tÃ© oÃ¹ les prÃ©occupations des femmes et des enfants ne constituent pas une prioritÃ©", a dÃ©clarÃ© Manzini-Henwood. "Pendant que nous parlons, il n'existe aucun tribunal des affaires familiales au Swaziland et tous les cas doivent passer par la procÃ©dure judiciaire ordinaire, ce qui entraÃ®ne le retard".

Pendant que le retard sâ€™accumulait, Lomcebo Dlamini, la coordinatrice de 'Women and Law in Southern Africa' (Femmes et droit en Afrique australe), estimait que le systÃ¨me judiciaire fragile se dÃ©gradait.

"Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas avec l'administration judiciaire dans le pays", a observÃ© Dlamini. "Ce boycott est en train d'augmenter le fardeau".

Le LSS a accusÃ© Ramodibedi d'interfÃ©rer avec le processus judiciaire aprÃ¨s avoir suspendu le juge de la Haute cour, Thomas Masuku, pour faute prÃ©sumÃ©e. Le LSS estimait que Ramodibedi n'avait pas compÃ©tence pour suspendre Masuku parce que câ€™est le roi Mswati III qui, Ã travers la JSC, nomme les juges. (Cette nation d'Afrique australe est dirigÃ©e par la monarchie, et les partis politiques ne sont pas autorisÃ©s Ã disputer le pouvoir).

Ramodibedi a brandi 12 chefs dâ€™accusation contre Masuku, comprenant celle d'avoir insultÃ© le roi. Masuku est soupÃ§onnÃ© d'avoir fait cela lorsquâ€™il rendait un jugement au

dÃ©but de cette annÃ©e sur une affaire opposant Mkhindvo Maseko et le commissaire de la police du pays. La police aurait saisi de chez Maseko 32 tÃªtes de bovins sans une ordonnance du tribunal, prÃ©tendant quâ€™ils appartiendraient au roi.

Dans son jugement, Masuku avait affirmÃ© que le roi ne pouvait pas violer les mÃªmes lois qu'il attend que la nation respecte.

Beaucoup ont qualifiÃ© dâ€™absurdes les accusations portÃ©es contre Masuku. Masuku Ã©tait Ã©galement accusÃ© d'insubordination Ã Ramodibedi pour avoir prÃ©tendument menacÃ© de dÃ©missionner. Et Masuku Ã©tait mÃªme accusÃ© d'avoir eu une aventure avec une femme juge de la Haute cour.

Lâ€™audience disciplinaire de Masuku sâ€™est dÃ©roulÃ©e Ã huis clos le 11 aoÃ»t et la dÃ©cision nâ€™a pas Ã©tÃ© communiquÃ©e.

La suspension de Masuku a Ã©galement influencÃ© ses dossiers.

Les habitants de la banlieue de Madonsa, Ã Manzini, la capitale Ã©conomique, ont manifestÃ© devant la Haute cour, exigeant sa rÃ©intÃ©gration puisquâ€™il Ã©tait sur le point de rendre un jugement sur leur dossier.

Ces habitants sont menacÃ©s d'expulsion aprÃ¨s quâ€™une entreprise, 'Tisuka Taka Ngwane', a affirmÃ© qu'elle Ã©tait propriÃ©taire de la terre sur laquelle ils vivent.

"Cette affaire a traÃ®nÃ© trop longtemps", a dÃ©clarÃ© Themba Mamba, l'un des habitants touchÃ©s. "Elle est passÃ©e par plusieurs juges et juste au moment oÃ¹ Masuku Ã©tait sur le point de rendre un jugement, il a Ã©tÃ© suspendu".

Il a affirmÃ© que bien que tout contentieux soit trÃ¨s coÃ»teux, le processus n'est pas non plus facile et clair et que câ€™Ã©tait pourquoi beaucoup de gens n'ont pas pu obtenir justice.

"Nous avons maintenant cette Ã©pÃ©e qui plane sur notre tÃªte", a indiquÃ© Mamba. "Que se passera si Tisuka (Taka Ngwane) devait venir nous expulser demain, alors que les avocats sont en grÃ¨ve? Qui nous dÃ©fendra au tribunal?"

Ramodibedi n'a ni reconnu ni rÃ©pondu Ã une pÃ©tition adressÃ©e par les habitants.

La JSC, prÃ©sidÃ©e par Ramodibedi, refuse de le poursuivre en justice, arguant que le LSS Ã©tait censÃ© envoyer sa plainte au roi Mswati III parce que constitutionnellement, câ€™est lui qui nomme les juges du pays.